

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P.

Diagnostics de non-décence des logements
Marché n° CAF24-2026.01 NON DECENCE

Date limite de réception des offres
22 mai 2026 à 12 heures

Un logement est considéré comme décent s'il répond à l'un des 5 critères ci-dessous :

- Surface et performance énergétique minimales
- Absence de risque manifeste pour la santé des occupants ;
- Absence de risque manifeste pour la sécurité physique des occupants ;
- Absence d'animaux nuisibles et de parasites
- Présence des équipements habituels permettant d'habiter normalement le logement.

Si un ou plusieurs des critères ci-dessus n'est pas respecté, le logement peut faire l'objet d'une déclaration de non-décente.

Le prestataire désigné dans le cadre de cet accord cadre devra effectuer 18 diagnostics initiaux par an (hors contre-visites). Il ne s'agit que d'une estimation qui n'engage pas l'Organisme.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 Forme et type de procédure

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations mentionnées au présent document.

En application des articles R2162-1 et R2162-6 du Code de la commande publique, il s'agit dans le cas présent d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande. Il est conclu sans montant minimum, mais avec un montant maximum de 52 500 € HT.

3.2 Durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an, renouvelable deux (3) fois de manière express par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée totale de l'accord cadre ne pourra pas excéder quatre (4) ans.

L'accord cadre prendra effet au 1^{er} juillet 2026 et s'achèvera au plus tard au 31 décembre 2028. La date de prise d'effet de l'accord cadre n'engage pas l'Organisme.

Dès l'attribution de l'accord-cadre, un bon de commande sera émis par l'Organisme.

Ce marché étant conditionné à l'obtention d'un financement dédié dans le cadre de la convention d'objectif et de gestion (COG), en cas de suspension du financement par la caisse nationale des allocations familiales sur la prochaine COG, le marché pourra être résilié.

Par dérogation à l'article 4 du Cahier des Clauses Administratives Générales de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent, en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Les bons de commande émis par l'Organisme
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des clauses énumérées au sein de ce document. Le silence gardé vaut acceptation de l'ensemble de ces dispositions. De même, toute clause présente dans les conditions générales ou tout autre document présenté contraire au présent document, seront non avenus.

Le présent marché est également constitué des pièces générales suivantes :

- L'arrêté du 16 juin 2008, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale.
- Le Code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) – arrêté du 30 mars 2021
- La réglementation et les normes qui s'imposent au vu de la prestation.

Cette liste n'est pas exhaustive, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation ayant trait à sa profession ainsi que les règles du code du travail.

Les documents applicables, non joints au présent dossier, sont ceux en vigueur le premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AU CANDIDAT

5.1 Obligations réglementaires

Le Titulaire est soumis à la réglementation spécifique à la prestation du présent accord-cadre :

- Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR, complétée par la loi ELAN du 24 novembre 2018) ;
- Décret n°2002-120 du 30/01/2002 relatif aux caractéristiques du logement décent modifié par le décret du 9 mars 2017 ;
- Décret n°2015-191 du 18 février 2015 relatifs aux conditions d'habilitation des organismes de droit privé ;
- Décret n°2021-19 du 11 janvier 2021 relatif au critère de performance énergétique.
- Articles R.831-18 et D542-14-2 du Code de la Sécurité Sociale.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert.

Le nouveau Titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché. L'Organisme vérifie qu'il en dispose les moyens financiers et techniques.

5.4 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié à l'Organisme par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Organisme adresse à l'administrateur ou liquidateur une mise en demeure, lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois, à compter de l'envoi de cette mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci par l'administrateur ou le liquidateur.

5.5 Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire

Vérification périodique de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le respect de l'article R2143-3 du Code de Commande Publique, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 du code du travail, le Titulaire devra remettre à la Caf tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'Organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois, ainsi qu'un extrait de l'inscription au Répertoire SIRENE des associations, à l'adresse mail achats-budget@caf24.caf.fr
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

Le Titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord cadre, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de la personne publique, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la personne publique.

5.7 Assurance responsabilité civile et professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le Titulaire doit contracter une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Organisme et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour produire une copie d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation est à transmettre à l'Organisme chaque année, et ce, pendant toute la durée du présent accord-cadre. La non-production de ce document dans les délais susvisés expose le Titulaire à des pénalités.

Le Titulaire est responsable de toutes dégradations de quelque nature que ce soit, pertes ou vols occasionnées par ses salariés, ou sous-traitants, concernant les équipements de l'Organisme (mobiliers et immobiliers), au cours d'une intervention sur site.

Si le sinistre est pris en charge par l'assurance du Titulaire (ou le cas échéant, de son intervenant ou sous-traitant), le coût total des réparations devra être intégralement réglé, sans qu'aucune avance ni franchise ne puisse être réclamée à l'Organisme.

Quel que soit le cas, toutes réparations effectuées en raison d'un fait imputable au Titulaire, ou à l'un de ses intervenants, devront être validées par l'Organisme et permettre le remplacement ou le rétablissement à l'identique dans un délai raisonnable convenu avec l'Organisme. Sans quoi, ce dernier pourra appliquer des pénalités.

5.8 Interlocuteur

Le Titulaire désignera au sein de son offre le nom et les coordonnées (courriel et téléphonique) d'un interlocuteur qui assurera le suivi de la présente prestation et décrira également les moyens mis en œuvre pour rectifier des défaillances survenues au cours des prestations.

L'accès aux données doit être limité aux seuls salariés nécessitant leur manipulation pour l'exécution de ce marché.

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de sa mission et ce même après son expiration. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux données échangées dans le cadre du marché, ainsi que toute remise de document à des tiers qui n'ont pas qualité pour en connaître, sauf autorisation de la Caf.

Des sessions de sensibilisations à la confidentialité et au secret professionnel doivent être dispensées par le titulaire envers ses salariés.

Protection des données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire aura accès à des données à caractère personnel. Il devra tenir par écrit un registre de traitement.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « RGPD ») et celles de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Dans le cadre de ses missions, le titulaire ne collectera que les strictes données nécessaires aux diagnostics de vérifications des critères de décence des logements et les formulations de constats relatifs à l'état des logements. Il ne collectera pas de données dites « sensibles », relatives aux condamnations pénales et infraction ou le NIR (numéro d'inscription au répertoire/numéro de sécurité social) sauf autorisation.

Il s'engage à traiter et consulter les données à caractère personnel uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché. Le titulaire ne pourra réutiliser les données par la suite, dans d'autres but.

Conformément aux articles 32 du RGPD et 34 de la loi du 6 janvier 1978 tous deux susmentionnés, le titulaire s'engage à prendre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour garantir la sécurité physique et informatique des données, notamment au cours de la transmission ou de l'hébergement des données. La transmission de données avec la Caf devra se faire par le biais d'une boîte électronique exclusive chez le titulaire qui ne sera utilisée que pour les échanges avec la Caf. Cette boîte devra avoir des habilitations restreintes pour les salariés échangeant avec la Caf. Les envois avec données personnelles seront chiffrés. La clé de déchiffrement sera communiquée par un canal différent.

Les parties s'engagent à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données les informations requises aux articles 13 à 15 du RGPD.

- procéder à l'évaluation des risques encourus dans l'exercice de ses missions, et de déterminer les mesures de prévention les plus pertinentes;
- solliciter le service de médecine du travail qui a pour mission de conseiller les employeurs, les travailleurs et leurs représentants et, à ce titre, de préconiser toute information utile sur les mesures de protection efficaces, la mise en œuvre des « gestes barrière »;
- respecter et faire respecter les gestes barrière recommandés par les autorités sanitaires.

5.13 Prise en compte des aspects environnementaux

La Caf de la Dordogne encourage activement ses fournisseurs et prestataires à privilégier les mobilités douces comme le vélo ou les transports en commun comme moyen de transport pour effectuer leurs déplacements professionnels lorsque cette pratique n'entrave pas la sécurité des personnes ou la qualité des prestations délivrées.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DU CONTEXTE

La loi Alur (Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 a renforcé la place et les responsabilités des Caisses d'Allocations Familiales en matière de lutte contre la non-décence des logements. Ainsi, les Caf disposent d'un levier nouveau pour peser sur la résorption de la non-décence : conservation des aides au logement pour les allocataires percevant une ALF ou une ALS lorsque le logement qu'ils occupent est non-décent.

De plus, il appartient désormais aux Caisses d'Allocations Familiales d'habiliter des organismes tiers pour établir des constats de non-décence pour lesquels une mesure de conservation doit être appliquée.

6.1 Origine et moyen d'un signalement de non-décence

Les signalements émanent des acteurs suivants :

- Occupant du logement : le locataire.
- Bailleur
- Contrôleurs allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne.
- Travailleurs Sociaux de la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne.
- Partenaires divers : Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne (PDLHI), Direction Départementale des Territoires (DDT), Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL), Conseil Départemental, Mairies, etc ...

Ces signalements sont transmis :

- Dans le cadre de la demande d'Aide au Logement de l'allocataire.
- Par l'outil Histolog (plateforme commune dédiée à l'habitat indigne).
- Par mail auprès d'une boîte générique dédiée.
- Autres moyens (courrier, téléphone, lors de visites ...).

- de 4 à 6 semaines maximum pour informer, planifier et assurer la visite du logement dans le cadre d'une visite initiale
- de 15 jours ouvrés maximum pour informer, planifier et assurer la visite du logement dans le cadre d'une visite initiale de procédure d'urgence (ex : mandat Pdlhi)
- de 15 jours ouvrés maximum pour informer, planifier et assurer la visite du logement dans le cadre d'une contre-visite nécessaire pour le rétablissement des droits et paiements à l'aide au logement

On entend par jours ouvrés : du lundi au vendredi (hors week-end et jours fériés)

7.1.2 Signalement du service Pôle Logement, information du locataire et du bailleur et planification de la visite

Le Titulaire informe à la fois le locataire et le bailleur, ou leurs représentants respectifs, de la réalisation d'une visite du logement aux fins d'établissement du constat. Une confirmation du RDV par courriel sera transmise par le Titulaire auprès du bailleur et du locataire.

Le Titulaire transmet l'information relative à la visite au locataire et au bailleur par lettre simple.

Le Titulaire conserve la preuve de ce courrier, il pourra lui être demandé par la Caf. 3 cas de figure peuvent se présenter :

☐ **Le bailleur est absent :**

L'absence du bailleur ne fait pas obstacle à la réalisation du diagnostic-constat par le Titulaire. Si le bailleur ou son représentant n'est pas présent lors de la visite, le Titulaire s'assurera du respect d'une phase contradictoire avec le bailleur.

Pour cela, il lui transmet automatiquement, dans un délai maximum d'un mois, les conclusions du constat sur lesquelles le bailleur pourra par la suite formuler ses observations. Une copie du constat est également transmise au locataire par le Titulaire.

☐ **Le locataire ne répond pas :**

Si le locataire est injoignable ou n'est pas disponible dans les délais ci-dessus, malgré les moyens mis en œuvre par le Titulaire pour assurer la prestation de visite, celui-ci en avertit l'Organisme.

Le Titulaire facturera le coût de cette recherche infructueuse selon le tarif annoncé pour la planification de la visite.

☐ **Le logement est non accessible le jour de la visite :**

Si le jour de la visite, le Titulaire ne peut pas la mener car le locataire ne donne pas accès à son logement, ou est absent au rendez-vous, il en avertit immédiatement l'Organisme, et planifie une nouvelle date dans les 15 jours ouvrés maximum à partir du jour de la visite initiale. L'Organisme est tenu informé de la date à laquelle la visite a été effectuée.

Le Titulaire facturera le coût de cette visite infructueuse selon le tarif annoncé pour la prestation de visite.

7.1.4 Conclusions et transmission du diagnostic-constat :

A partir des éléments du diagnostic recueillis lors de la visite, le Titulaire détermine si le logement est non-décent, c'est-à-dire s'il comporte un (ou des) élément(s) non conforme(s) au décret précité.

Ces conclusions sont directement notifiées sur un rapport de visite. Ce dernier devra contenir à minima les éléments suivants :

- Adresse du logement
- Identité du locataire
- Identité du bailleur
- Invariant fiscal
- Éléments sur le logement
- Liste des désordres constatés avec à l'appui des photos
- Préconisations faites

En cours d'exécution, et dans un but d'amélioration, la Caf pourra modifier les items contenus dans ce rapport, en concertation avec le Titulaire. Dans les 10 jours ouvrés maximum à compter de la date de la réalisation de la visite, le Titulaire transmet l'ensemble du dossier (diagnostic-constat de non-décence et ensemble des pièces jointes) au Service Pôle Logement de la Caf de la Dordogne (**mail : polelogement@caf24.caf.fr**)

Cette transmission se fera de manière électronique afin que l'Organisme le transmette au PDLHI.

Si l'état du logement visité fait l'objet d'une présomption de danger pour la sécurité des occupants, le Titulaire saisit l'Organisme sans délai afin qu'il effectue les liaisons nécessaires auprès des institutions compétentes.

En accompagnement du ou des dossiers transmis, un projet de Procès-Verbal sera établi, rappelant par dossier :

- Le numéro d'allocataire, Nom, Prénoms et coordonnées de l'allocataire ou de son représentant.
- Les Nom Prénoms et coordonnées du propriétaire ou de son représentant.
- L'adresse du logement visité son code invariant si connu.

Le projet de Procès-verbal mentionnera les articles retenus au titre de la non-décence, pour chaque dossier, ou la proposition de levée de non-décence après travaux en cas de dossier de contrôle travaux.

La caisse d'Allocation Famille de la Dordogne procédera ou non à l'approbation de celui-ci.

A réception du Procès-Verbal approuvé par la Caisse d'allocation familiale de la Dordogne par le Titulaire, celui-ci transmettra ces conclusions au locataire et au bailleur.

En outre, si le contenu du constat ne satisfait pas l'Organisme (si éléments incomplets

ARTICLE 9 – PRESTATIONS DE SUIVI

En cours d'exécution du marché, le Titulaire transmet chaque année par mail ou via Teams, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre, un rapport d'activité annuel présentant les éléments suivants :

- Le nombre de diagnostics réalisés, dont le nombre constatant une non-décence avérée.
- La situation géographique (par Communautés de Communes) des diagnostics.
- Le nombre de diagnostics réalisés en présence du locataire et/ou du bailleur.
- Les types de désordres constatés.
- Le nombre et le type de réclamations des locataires ou des bailleurs concernant la réalisation du constat.

A l'issue de chaque période annuelle, un comité de pilotage réunissant la Caf, le Titulaire et d'autres partenaires institutionnels, aura lieu dans les locaux de l'organisme. Cette réunion sera l'occasion :

- d'échanger sur le rapport d'activité préalablement transmis,
- de rechercher des solutions d'amélioration sur le déroulé de la prestation.

Selon la pertinence et les besoins et si l'Organisme ou le Titulaire en expriment le besoin des réunions supplémentaires pourront avoir lieu pour procéder à des ajustements.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Réunion de lancement

Pour donner suite à la notification de la lettre d'accord, le Titulaire sera invité pour **une réunion de lancement**.

10.2 Emission de bons de commande

Au fur et à mesure de ses besoins, le service Pôle Logement de la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne procède à l'émission de **bons de commande** au Titulaire, ou au mandataire du groupement en cas de cotraitance, par mail, ou si le Titulaire en dispose, via son site internet.

Pour assurer une meilleure fluidité dans l'organisation interne de l'Organisme, un bon de commande unique sera émis pour chaque prestation de visite initiale ou contre-visite.

Pour rappel le Titulaire réalisera à minima 18 diagnostics initiaux par an auxquels se rajouteront les contre-visites sur demande de la Caf.

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation applicable à la date d'encaissement ou de débit selon l'option du fournisseur. A la date de signature de l'accord- cadre, la TVA est applicable au taux normal de 20 %.

Les prix sont décomposés de la manière suivante :

- **Les prix relatifs à la planification de la visite**, dont l'information au bailleur et au locataire.
- **Les prix relatifs à la prestation de visite**, dont le déplacement au logement et le recueil des éléments du diagnostic, soit la vérification des critères de décence des logements
- **Le prix relatif à l'établissement des conclusions du diagnostic-constat et sa transmission** à la Caf, au bailleur et au locataire.
- **Le prix relatif aux prestations de suivi** : rédaction et transmission du rapport d'activité annuel.

Les prix sont ceux indiqués par le Titulaire dans le bordereau des prix joint à son acte d'engagement. Ils sont révisibles dans les conditions fixées à l'article ci-après.

11.2 Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (mois Mo). Les prix sont fermes pendant la première année du marché. Ensuite, ils pourront être révisés annuellement, à la demande du Titulaire, à partir du 1er jour du mois civil suivant l'échéance par application de la formule paramétrique ci-après. (La révision ne pourra pas être rétroactive).

Il sera fait application de la formule de révision suivante :

Concernant la prestation Visite :

$$P = P_o \times (0,70 \times (1/I_o) + 0,30 \times (I_{CHTrev-Ts} / I_{CHTrev-Tso}))$$

Dans laquelle :

- P = prix unitaire après révision
- Po= prix d'origine pour la première révision, prix précédent pour les révisions suivantes
- Io = indice INSEE Gazole.
- 1 = indice INSEE Gazole correspondant au dernier indice connu ferme (non provisoire) au moment de la révision. Les valeurs de l'indice gazole est accessible à l'adresse : [http://www.cnr.fr/Indices- Statistiques/Tous-les-indicateurs/1Indice-1NSEE-gazole#haut](http://www.cnr.fr/Indices-Statistiques/Tous-les-indicateurs/1Indice-1NSEE-gazole#haut)
- ICHTrev-TSo = est l'indice Indice du coût horaire du travail révisé- Tous salariés -Activités spécialisées, scientifiques, techniques.
- ICHTrev-TS = est l'indice Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques correspondant au dernier indice connu (non provisoire) au moment de la révision.

conditions d'exécution du marché.

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de matériaux, fournitures, matières premières ou moyens humains prévus au marché, le Titulaire sera autorisé à y substituer un nouveau matériau, en conformité avec les conditions fixées par le marché, notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels, le délai d'exécution pourra être prolongé, en dérogation du régime des pénalités de retard prévues au marché.

Le périmètre des prestations pourra être modifié, notamment à la suite de l'ajout ou à la suppression d'un site et/ou d'un équipement.

En conséquence des modifications techniques susvisées, les prix unitaires contractuels pourront être de ce fait modifiés.

La clause initiale de variation des prix pourra être modifiée en cours d'exécution si celle-ci est jugée inadaptée à l'évolution économique susvisée. La formule de révision des prix pourra être redéfinie ou suspendue au profit de nouveaux tarifs. La fréquence de révision des prix pourra être modifiée afin de tenir compte de la volatilité des prix.

Modalités d'application :

Les modifications susvisées s'appliquent sous réserve qu'il soit démontré le lien entre la hausse des charges supplémentaires extracontractuelles et l'évolution des coûts de la prestation, au-delà des aléas économiques fréquents auxquels est soumis le segment d'achat de la prestation objet du marché.

Le Titulaire transmet un mémoire assorti de pièces comptables permettant de justifier la hausse des prix ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire, au regard de l'équilibre initial du contrat. En cas de modification technique, le Titulaire présente le nouveau matériau de substitution proposé, un nouveau planning ou le cas échéant, les nouveaux délais d'exécution.

Le cas échéant, les modifications et les modalités de prise en charge temporaires, totales ou partielles, des surcoûts directement induits, acceptés par les parties, sont formalisés par voie d'avenant d'une durée maximale de 1 an.

A l'issue de cette période, les parties se rencontrent et conviennent de revoir le dispositif contractuel.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement ne s'effectuera que pour les prestations réellement exécutées. Il sera accepté

- Les dates des commandes avec le nom et la signature du représentant de la Caf

Les factures devront systématiquement être accompagné du bon de commande émis par la Caf de la Dordogne.

Il est attendu de la part du prestataire un suivi régulier et pointu dans l'établissement des factures : l'Organisme n'hésitera pas à organiser des points et exiger du titulaire la mise en place d'un outil de suivi partagé.

ARTICLE 13 – MODIFICATIONS DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION

Modification de faibles montants :

Dans le respect des articles R.2194-8 et R.2194-9 du Code de la commande publique, l'Organisme se réserve la possibilité d'introduire au présent marché des modifications, dont le montant total cumulé est limité au taux d'augmentation suivant :

10 % du montant initial pour les marchés de fournitures courantes et de services.

Modification en cas de circonstances imprévues :

En application de l'article R2194-5 du même code, le marché pourra être modifié pour les motifs ci- dessous, sous réserve que le montant de chaque modification ne dépasse pas une augmentation de 50% du montant initial du marché :

- lorsque des prestations supplémentaires, non prévues initialement, sont devenues nécessaires durant l'exécution du marché, sous condition que le changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du présent marché initial.
- lors de la survenance de circonstances imprévues et extérieures aux parties qui viennent bouleverser de manière temporaire les conditions économiques du marché, sous réserve que le lien entre la hausse des charges extracontractuelles supportées et l'évolution des coûts de la prestation soient justifiées.

L'Organisme et le Titulaire se rencontrent afin de définir les nouvelles conditions tarifaires qui devront être économiquement acceptables par les deux parties.

Toute modification apportée dans le cadre de cet article est formalisée par un avenant au marché.

ARTICLE 14 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCE

ARTICLE 16 – RESILIATION ET LITIGE

16.1 Résiliation

La Caf de la Dordogne se réserve le droit de mettre un terme à l'accord-cadre pour les motifs suivants :

La résiliation de plein droit, n'ouvrant à aucun droit à indemnité :

Ce type de résiliation intervient en cas de force majeure ou de disparition du Titulaire de l'accord-cadre (décès, faillite ou incapacité civile). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

La résiliation pour motif d'intérêt général :

L'Organisme se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, notamment après constatation évidente de la disparition du besoin remettant en question l'exécution de la prestation. Cette résiliation peut également être la résultante de garanties insuffisantes de la part du Titulaire pour remplir ses obligations.

Dans ce cas, le Titulaire a droit à une indemnité prenant en compte les dépenses engagées ainsi que le gain manqué. Le montant de ce dédommagement sera négocié par les parties et donnera lieu à la conclusion d'une transaction.

La résiliation pour faute du Titulaire :

Outre les cas énumérés au chapitre 6 du CCAG-FCS, l'accord-cadre sera résilié au tort du Titulaire en cas de non-respect des obligations en termes de lutte contre le travail dissimulé ; et en cas de non-respect des dispositions du cahier des charges.

L'Organisme optera soit pour une **résiliation simple** soit pour une **résiliation aux frais et risques du Titulaire**. Dans ce dernier cas, à l'issue de l'article 36 du CCAG-FCS, l'Organisme fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre sera à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Dans tous les cas, le présent accord-cadre ne sera résilié qu'après que la mise en demeure du Titulaire de satisfaire à ses obligations ou de présenter ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure. La mise en demeure restée sans effet entraîne de plein droit la résiliation de l'accord-cadre. Le Titulaire se verra adresser une décision de résiliation comportant les motifs, le type de résiliation et sa date d'effet.

16.2 Litige

En matière de litiges relatifs au présent accord-cadre, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.